

## Qui veut tuer la révolution en Syrie ?

Qui veut tuer la révolution en Syrie ?

[atabularasa.org](http://atabularasa.org)

Peu de bonnes nouvelles de la Syrie parviennent à nos oreilles. Le soulèvement contre le régime d'Assad s'est enlisé dans une guerre civile, et les mouvements et tentatives de libération ont beaucoup de mal à affronter leurs nombreux ennemis. Car, soulignons-le, cette révolte a commencé pour mettre fin au régime de Assad, se libérer de son joug, et reconstruire la vie sur d'autres bases : *une révolte pour la liberté et la dignité*. Cela s'est exprimé et s'exprime encore à travers les tentatives d'auto-organisation des révoltés dans les quartiers des villes, qui se font sans autorité centrale ou étatique ; à travers les combats, armés ou non, que de nombreuses personnes continuent à mener pour la révolution en Syrie ; à travers la création d'espaces où des rapports plus libres sont expérimentés, et qui constituent quelque part le cœur du magnifique élan de libération qui a inspiré des centaines de milliers de personnes à se défaire de la peur et à se révolter.

Mais comme on le disait déjà, ces tentatives de libération se trouvent menacées d'asphyxie. Il s'agit alors de se demander : qui sont les ennemis de la révolution en Syrie ? Qui veut tuer les possibilités pour les révoltés d'en finir avec le régime, et de reconstruire leur vie sur des bases complètement autres que celles de l'autorité

et de la soumission ?

Premièrement, il s'agit évidemment du régime d'Assad. Quand un pouvoir se sent menacé, il est prêt à tout, à commettre n'importe quelle atrocité ou massacre. C'est dans l'essence même de tout pouvoir de vouloir se préserver. En Syrie, le pouvoir mitraille, bombarde, torture afin d'étouffer la révolte dans un bain de sang. Et le régime s'est auto-désigné comme le fossoyeur de ce qu'on pourrait appeler le printemps des soulèvements dans de nombreux pays (Tunisie, Libye, Egypte, Bahrein, Yemen...). Tous les régimes se trouvent en effet d'accord sur ce point : quelqu'un doit freiner l'élan révolutionnaire, coûte que coûte. C'est pour cela que certains pays continuent à fournir le régime d'Assad en argent et en armes, en services et en matériel militaires. Disons-le sans détour : les transports d'armes à destination du régime assassin transitent aussi par les ports européens, comme Anvers par exemple.

Deuxièmement, un autre ennemi de la révolution en Syrie, et qui n'est pas moins important, ce sont les forces islamistes. Il y a de nombreuses fractions différentes qui sont actives sur le terrain, et en ce moment, des combats sont en cours entre les milices de l'EIIL (Etat islamique en Iraq et au Levant) et la population terrorisée par ces réactionnaires. Mais bien avant ces heurts armés, il y avait eu depuis plusieurs mois, dans les zones sous contrôle de l'EIIL, de nombreuses protestations de la part de la population, certaines exprimant clairement : « Ni Assad, ni Al-Qaïda ! » Le soulèvement n'a en effet pas commencé afin de remplacer le régime autoritaire d'Assad par un autre régime autant autoritaire et sanguinaire. Les islamistes veulent peut-être en finir avec Assad, mais ils ne veulent pas libérer la population, ils ne veulent pas que les gens décident eux-mêmes comment organiser leur vie, et choisir sur quelles bases ils le font : ils veulent imposer la loi de Dieu (en plus, selon leur interprétation particulière) au lieu de la loi d'Assad. Mais la liberté, le changement radical pour tenter d'en finir avec un monde basé sur le pouvoir et le fric, n'est pas compatible avec une quelconque loi. C'est soit la loi, soit la liberté. La révolution

en Syrie doit maintenant combattre non seulement le régime d'Assad, mais également ceux qui veulent imposer le leur. D'ailleurs, dans d'autres pays qui ont connu des soulèvements, la révolution se trouve devant les mêmes défis (il suffit de penser à l'Égypte, où différentes fractions ont successivement pris le pouvoir pour imposer leur régime aux exploités et opprimés en révolte).

Troisièmement, ce sont les chefs de tout poil (le gouvernement provisoire en exil, l'état-major militaire de l'armée libre syrienne...) qui sont en opposition fatale avec la révolution. Si le recours aux armes était certes inévitable dans le soulèvement contre Assad, les armes sont aussi en train de consumer l'essence émancipatrice de la révolution. Une guerre civile, avec ses stratégies, ses calculs, ses alliances tactiques, ses jeux politiques, n'est pas la même chose qu'une guerre de libération, qu'un soulèvement révolutionnaire. La militarisation du conflit induit fatalement la restauration de l'autorité, la discipline devant des chefs et des leaders, plutôt que la libre expérimentation et la construction d'un nouveau monde. Tout comme une large partie des islamistes, le gouvernement en exil veut probablement chasser Assad, mais uniquement pour le remplacer par son propre régime. Aucun des deux n'a confiance dans les forces créatrices des masses libérées, tous les deux craignent la remise en question de tout pouvoir, de toute oppression. Ce sont donc des ennemis de la révolution sociale. Et ce gouvernement en exil cherche du soutien auprès d'autres gouvernements, notamment auprès de l'Union Européenne, qui exige bien entendu des garanties en échange : celle-ci peut dire oui à ce nouveau gouvernement en échange d'un non ferme (et obtenu au prix du sang s'il le faut) à la révolution sociale en Syrie, à l'abolition du capitalisme...

Que peut-on faire ici pour soutenir le parcours difficile de la révolution en Syrie, qui est menacé de toute part ? D'un côté, il s'agit de trouver les manières de soutenir et de se solidariser avec ceux qui se battent là-bas pour la révolution et contre toute oppression, qu'elle provienne du régime d'Assad, des islamistes ou des politiciens démocrates. D'un autre côté, on peut combattre ici les ennemis de la

révolution, là où il est possible de scier les branches sur lesquelles reposent leurs soutiens : démasquer les mensonges des gouvernements ici ; saboter les entreprises et les institutions qui fournissent des services au régime syrien ; contrecarrer la propagande islamiste qui se préoccupe uniquement d'installer d'un Etat islamiste sur le sol syrien et recrute des combattants pour aller imposer leur loi à ceux qui cherchent justement à se libérer des régimes oppresseurs ; propager un internationalisme révolutionnaire, c'est-à-dire soutenir la lutte contre le pouvoir sous toutes ses formes, pour que le magnifique élan révolutionnaire, secouant de nombreux pays, ne soit pas étouffé dans le sang des révoltés.

Publié dans *Hors Service*, feuille anarchiste, n°43, 20 janvier 2014, Bruxelles.